

**PRESTATIONS DE TRADUCTION ET DE RELECTURE DE
DOCUMENTS**

MARCHE N°2026CYCPU0S02

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Pouvoir Adjudicateur :
CY Cergy Paris Université
33 boulevard du port
95011 Cergy Pontoise Cedex

Représenté par :
Le président,
Monsieur Laurent Gatineau

Comptable assignataire :
L'agent comptable,
Madame Carole Dotti

Table des matières

PRÉAMBULE.....	4
Article 1 - Objet du marché – Dispositions générales	4
1.1 - Objet et étendue des prestations	4
1.2 - Délais d'exécution des prestations	5
1.3 - Lieux d'exécution	5
1.4 - Durée du marché.....	6
1.5 - Forme du marché	6
1.6 - Allotissement – décomposition de la consultation.....	6
1.7 - Options (au sens du droit communautaire)	7
1.8 - Sous-traitance	7
1.9 - Assurances.....	7
1.10 - Unité monétaire	8
Article 2 - Documents contractuels	8
Article 3 - Modalités d'exécution des prestations.....	8
3.1 - Obligations de résultat	8
3.2 - Obligations de conseil	8
Article 4 - Bons de commande	8
Article 5 - Constatations de l'exécution des prestations.....	9
5.1 - Vérifications.....	9
5.2 - Décision après vérification	9
Article 6 - Régime des droits de propriété intellectuelle	9
6.1 - Exploitation des résultats du marché.....	9
6.2 - Droits cédés	10
6.3 - Destination	10
6.4 - Droits et obligations du titulaire	10
Article 7 - Prix	11
7.1 - Répartition des paiements	11
7.2 - Contenu des prix	11
7.3 - Révision des prix.....	11
7.3.1 - Formule de révision des prix	11
7.3.2 - Les modalités de révision des prix.....	12
7.3.3 - Hausse excessive des prix dans le cadre de la révision des prix annuelle	12
Article 8 - Conditions de modalités de règlement.....	13
8.1 - Avance	13
8.2 - Mode de règlement du marché public et modalités de financement	13
8.3 - Etablissement des factures	13
8.4 - Délai global de paiement et intérêts moratoires	14

8.5 - Retenu de garantie	14
Article 9 - Pénalités.....	14
Article 10 - Obligation de confidentialité	15
Article 11 - Conduite des prestations.....	15
Article 12 - Résiliation.....	15
Article 13 - Différends et litiges.....	16
Article 14 - Dérogations.....	16

PRÉAMBULE

Dans le cadre du présent cahier des clauses particulières (CCP), CY CERGY PARIS UNIVERSITE est désignée sous l'appellation « CY ou l'université ».

Le candidat retenu est désigné sous l'appellation « le titulaire ».

Le présent marché est passé en application du Code de la commande publique - désigné « le Code » dans le présent document - regroupant les deux textes suivants :

L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique (articles précédés d'un L.) ;

Le Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (articles précédés d'un R.).

Les parties contractantes sont :

CY Cergy Paris Université représentée par son Président ;

Le prestataire attributaire de l'accord-cadre, ci-après désigné le Titulaire.

Article 1 - Objet du marché – Dispositions générales

1.1 - Objet et étendue des prestations

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de traduction et de relecture de documents administratifs et/ou de communication, pour le compte de CY Cergy Paris Université.

Ces prestations, décrites dans le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP), devront impérativement être d'une très grande qualité linguistique et respecter l'esprit des documents originaux.

La qualité des traductions à effectuer implique la connaissance de l'environnement de l'enseignement supérieur en France. Le titulaire pourra notamment être amené à réaliser la traduction d'articles scientifiques relevant de différents domaines : physique, chimie, mathématiques, sciences sociales, etc.

Ainsi, les prestations de traduction à effectuer portent sur :

- la langue "source" française vers l'anglais (GB et US) ;
- les langues "sources" anglais (GB ou US) vers la langue "cible" française ;

Et des prestations de relecture de documents administratifs et / ou de communication écrits en anglais.

De manière occasionnelle, la prestation de relecture de documents de l'anglais peut inclure ponctuellement un accompagnement personnalisé (coaching), à distance, lors de la rédaction du contenu d'un document par le personnel de l'Université.

Dans le cadre de la politique menée par CY Cergy Paris Université, de la diversité et de la richesse des coopérations internationales développées tant sur le plan de la recherche que dans le domaine académique, les besoins en traduction et en relecture de documents divers, à caractère spécialisé et généraliste suivants ont été identifiés :

- plaquettes,
- affiches,
- livrets de présentation de projet,
- conventions de partenariat,

- contrats,
- programmes pédagogiques,
- documents de communication,
- site web,
- brochures diverses,
- offres d'emplois,
- comptes-rendus,
- lettres d'invitation,
- lettres officielles,
- catalogue de cours,
- brochures des summers schools,
- appels à communications,
- tout autre document administratif et/ou de communication (site, plaquette, guide...).

Également, le titulaire devra assurer les traductions de relevés de notes.

De manière occasionnelle, dans le cadre du présent marché, le titulaire doit prévoir la mise à disposition de traducteurs compétents pour réaliser des traductions juridiques.

Les prestations peuvent être commandées par l'ensemble des services administratifs et des composantes de l'Université.

La quantité réelle à traiter (nombre de mots à traduire, étendue des prestations de relecture) dépend du besoin du commanditaire (responsable de la structure concernée par la traduction) qui peut envisager de restreindre la traduction et de ne pas traduire un document dans sa globalité.

Les traductions deviendront, après leur transmission par le prestataire, la propriété de CY Cergy Paris Université.

1.2 - Délais d'exécution des prestations

Les délais d'exécution standard, qu'il s'agisse de traduction ou de relecture, sont de deux jours ouvrés au maximum.

Le candidat peut proposer dans son offre un délai plus court qui deviendra contractuel à la notification du marché.

Le délai d'urgence est un délai inférieur soit aux deux jours soit au délai d'exécution standard proposé dans l'offre du titulaire. Ce délai ne saurait être inférieur à 1 jour ouvré. Le bon de commande précisera le délai d'urgence. Les prix majorés sur le BPU s'appliqueront dans ce cas précis.

Ces délais sont rappelés systématiquement dans chaque bon de commande, le délai court à compter de l'envoi de la commande.

1.3 - Lieux d'exécution

CY Cergy Paris Université est répartie sur 15 sites géographiques distincts, dans les départements du Val d'Oise, des Hauts-de Seine, des Yvelines et Pyrénées Atlantiques.

Chaque site est constitué d'un ou plusieurs bâtiments et localisé aux adresses suivantes :

- Site des **Chênes** 33 boulevard du Port – 95011 Cergy-Pontoise cedex

- Site des **Cerclades** - Place des Cerclades – 95015 Cergy-Pontoise cedex
- Site de **Saint Martin** - 2 avenue Adolphe- Chauvin, 95302 - Cergy-Pontoise cedex
- Site **Ordinal** – 12 rue des Chauffours – 95095 Cergy Pontoise cedex
- Site de **Neuville** - 5 mail Gay Lussac - 95031 Cergy-Pontoise Cedex
- Site **MIR Neuville** – 1 rue Descartes – 95000 Cergy
- Site de **CY Tech** Cergy – 2 avenue du Parc – 95000 Cergy
- Site **Labboite** – Parvis de la préfecture – 95000 Cergy
- Site de la **Mir** – 1, rue Descartes – 95000 Neuville-sur-Oise
- Site d'**Argenteuil** - 95-97 rue Valère-Collas - 95100 Argenteuil
- Site de **Sarcelles** - 34, boulevard Bergson - 95200 Sarcelles
- Site de **Saint-Germain-en-Laye** - 5 rue Pasteur et 2 bis rue d'Alsace - 78100 Saint-Germain-en-Laye
- Site de **Gennevilliers** - avenue Marcel Paul, ZAC des Barbanniers - 92230 Gennevilliers
- Site d'**Antony** - 26 avenue Léon Jouhaux - 92160 Antony-Jouhaux
- Site de **Pau** CY Tech : 2 Boulevard Lucien Favre - 64075 Pau Cedex

Le titulaire pourrait être amené à devoir se déplacer sur les différents sites.

D'autres sites d'exécution peuvent être ajoutés ou retirés du présent accord-cadre pendant la durée de son exécution. De telles modifications feront l'objet d'un avenant au marché.

1.4 - Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée ferme d'un an à compter de sa date de notification.

Le marché est ensuite renouvelable chaque année, par reconduction tacite, pour une période d'une année sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

La dénonciation du marché par le pouvoir adjudicateur sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par message sur le profil acheteur au moins un (1) mois avant l'expiration de la période annuelle en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Aucune indemnité ne sera accordée en cas de non reconduction du présent marché public.

1.5 - Forme du marché

Le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire.

Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément aux articles L.2125-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Il est conclu :

- sans montant minimum annuel,
- avec un montant maximum annuel de 85 000 € HT soit 340 000 € HT pour toute sa durée maximale (reconductions comprises).

Le présent accord-cadre est un marché public conclu à prix unitaires.

A titre indicatif, le montant estimatif annuel de l'accord-cadre est de 42 500 € HT soit 170 000 € HT pour toute sa durée maximale.

1.6 - Allotissement – décomposition de la consultation

Conformément à l'article L.2113-11 du Code, le marché ne fait pas l'objet d'un allotissement car la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations

1.7 - Options (au sens du droit communautaire)

Le présent marché public ne comporte pas de tranches.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir aux dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique pour la réalisation de prestations similaires.

Le présent marché public pourra faire l'objet de reconductions dans les conditions définies à l'article 1.4 du présent cahier des clauses particulières.

1.8 - Sous-traitance

En application des articles L.2193-1 et suivants du Code, le titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, à la condition préalable expresse d'avoir obtenu de l'établissement l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de son paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du marché tant envers le représentant du pouvoir adjudicateur qu'envers les personnels de la société.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à la résiliation du marché sans indemnités.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

La présentation des sous-traitants est effectuée dans les conditions définies à l'article 10 du Règlement de consultation (RC).

Déclaration en cours d'exécution du marché

Conformément à l'article R. 2193-3 du Code, la présentation d'un sous-traitant peut également être effectuée en cours d'exécution du marché.

Dès lors, le titulaire remet contre récépissé à l'Université ou lui adresse par lettre recommandée, avec avis d'accusé réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés ci-dessus.

Dans cette hypothèse, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constaté par un acte spécial (formulaire DC4 disponible à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

1.9 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit justifier, à compter de la notification du marché public et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché public, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande formulée par le pouvoir adjudicateur.

1.10 - Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur choisit l'euro comme monnaie de compte.

Article 2 - Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'attribution valant engagement (AE) et son annexe financière (le bordereau des prix unitaires - BPU) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales issu de l'arrêté du 30 mars 2021 applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (JORF n°0078 du 1 avril 2021).
- L'offre technique du titulaire.

Les documents originaux détenus par CY Cergy Paris Université font seule foi. Tous les documents relatifs au marché sont rédigés en français.

Le titulaire déclare connaître parfaitement le CCAG-FCS bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent marché.

Article 3 - Modalités d'exécution des prestations

Le titulaire rend une traduction dont la qualité (cohérence, homogénéité, terminologie) est contrôlée selon les engagements pris dans son offre technique.

Le livrable doit être remis, selon les indications du prescripteur, sous format électronique.

Le prescripteur précise, sur chacun des bons de commande, le nom et l'adresse mail à laquelle le livrable doit être transmis.

3.1 - Obligations de résultat

Le titulaire s'engage à faire exécuter toutes les prestations telles que décrites dans son offre et conformément aux règles de l'art de la profession, par les membres de l'équipe d'intervenants dont les profils ont été transmis par ses soins, à l'appui de son offre.

Le prestataire respecte le style de rédaction du document fourni, le registre de langue, sa tonalité comme son type de vocabulaire ; il veille à conserver l'architecture du texte source fourni.

Le prestataire indique, lors de la réalisation de chaque prestation, le nom du ou des intervenants ayant participé au travail de traduction et /ou de relecture.

3.2 - Obligations de conseil

Le titulaire a une obligation générale de conseil et d'information.

Il est tenu de fournir au commanditaire les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés.

Le titulaire :

- S'oblige notamment à lui fournir les préconisations, conseils, modifications des méthodes susceptibles d'améliorer le travail de traduction ;
- S'engage à prendre connaissance de tous les documents fournis, des contraintes et/ou des informations techniques communiqués par le prescripteur à l'appui de ses commandes ;
- S'engage à signaler les incohérences, erreurs, oublis qui lui paraissent affecter la bonne exécution de la prestation.

Article 4 - Bons de commande

Les prestations donnent lieu à l'émission de bons de commande notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins, sans qu'aucun minimum de commande ne puisse être imposé au pouvoir adjudicateur.

Les mentions figurant sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire,
- Le numéro du marché ;
- La date, le numéro et le montant du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser, notamment : la (les) langue(s) « source » et la (les) langue(s) « cible » et le nombre de mots à traduire ou à relire,
- Les modalités de transmission des prestations ;
- Les délais d'exécution des prestations.

Le titulaire en accuse réception en désignant précisément le traducteur chargé de la prestation pour cette commande.

IMPORTANT : le titulaire ne doit remettre sa prestation qu'après notification du bon de commande correspondant.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 24 heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

En cas de co-traitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au représentant du pouvoir adjudicateur.

Article 5 - Constatations de l'exécution des prestations

5.1 - Vérifications

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité des prestations exécutées avec les prescriptions du présent marché public conformément aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

De manière générale, la réception des prestations est prononcée par l'Université, après achèvement complet des prestations.

Chaque réception fait l'objet d'une attestation de service fait signée par le pouvoir adjudicateur attestant ainsi l'admission de la prestation.

Suite aux vérifications, le titulaire doit se conformer aux relectures des services demandeurs afin de prendre en compte les modifications demandées. En aucun cas, les modifications ou compléments apportés par le titulaire à la demande des services de l'Université ne pourront faire l'objet d'une facturation supplémentaire.

5.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Article 6 - Régime des droits de propriété intellectuelle

Il est fait application du chapitre 6 du CCAG-FCS « Utilisation des résultats » (Articles 34 à 37 du CCAG-FCS)

6.1 - Exploitation des résultats du marché

L'acheteur bénéficie, au titre des dispositions du code de la propriété intellectuelle et des stipulations du CCAG-FCS, de la cession à son profit des droits exclusifs d'exploitation de tous les résultats réalisés au titre du présent marché et décrites au sein du CCP.

Les résultats du marché sont identifiés comme étant les documents traduits par le titulaire. Le titulaire n'acquiert pas la propriété des documents traduits.

6.2 - Droits cédés

L'université n'acquiert en aucun cas la propriété intellectuelle ou de toute autre nature des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards du titulaire.

Le titulaire n'acquiert en aucun cas la propriété intellectuelle ou de toute autre nature des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards de l'université.

6.3 - Destination

Le titulaire cède à l'acheteur, à titre exclusif, les droits d'usage, de reproduction et de représentation afférents aux œuvres réalisées au titre du présent marché, pour les usages de l'acheteur, pour toutes ses publications ou diffusions de caractère régional, national ou universel, y compris sur les supports et moyens de représentation télématiques, numérisés ou multimédias, quelle qu'en soit la forme et à des fins commerciales ou non.

La cession consentie s'étend à tous modes d'exploitation de l'œuvre visant à faire connaître l'acheteur et le fonctionnement des services publics au moyen de tout support existant et à venir.

La rémunération forfaitaire et définitive de la cession des droits susvisés est comprise dans le prix du marché.

6.4 - Droits et obligations du titulaire

Le titulaire du marché ne peut faire aucun usage des résultats des prestations du marché ni communiquer les composantes de ces œuvres à des tiers sans accord préalable de l'acheteur.

Le titulaire du marché garantit à l'acheteur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toutes natures relatifs aux résultats qui sont cédés aux termes du marché.

Le titulaire du marché garantit :

- Qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle des demandes de titres et des titres qu'il cède ;
- Qu'il est titulaire ou détient les droits concédés sur les connaissances antérieures ;
- Qu'il n'a concédé sur les résultats, les titres et les demandes de titres, aucune licence, nantissement, gage ni aucun autre droit au profit d'un tiers ;
- Qu'il n'existe aucun litige, en cours ou imminent, et qu'il n'a été informé d'aucun litige susceptible d'être intenté concernant les droits objets de la cession.

Le titulaire du marché garantit à l'acheteur qu'au jour de la cession ci-dessus définie, il n'a été inséré dans les résultats aucune réminiscence ou reproduction susceptible de violer les droits de tiers, et de donner notamment lieu à des demandes ou actions en contrefaçon, plagiat, copie servile, atteinte au droit à l'image des personnes, responsabilité civile, et plus généralement de nature à troubler l'exploitation paisible des droits cédés.

En conséquence, le titulaire s'engage à faire son affaire personnelle de toutes réclamations et/ou procédures, quelles qu'en soient les formes et natures, formées contre le pouvoir adjudicateur par

un tiers, et qui se rattacheraient directement ou indirectement aux droits cédés par le présent marché.

A cet effet, le titulaire s'engage à intervenir volontairement si nécessaire auprès de toutes les instances engagées contre le pouvoir adjudicateur, à le garantir de toutes les condamnations qui seraient prononcées contre lui à cette occasion, ainsi qu'à prendre à sa charge les frais de toutes natures dépensés par le pouvoir adjudicateur pour assurer sa défense, y compris les frais d'avocat.

Article 7 - Prix

7.1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglé au Titulaire du marché et à ses éventuels co-traitants.

7.2 - Contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché public sont réglées en application du bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Le prix des prestations est calculé en multipliant le prix unitaire par le nombre de mots contenus dans le texte à traduire ou à relire, d'après le décompte proposé par le logiciel Word de Microsoft ou autre logiciel de traitement de texte.

Les prix ne varieront pas durant la première année du marché. Ils sont ensuite révisibles annuellement, à la date d'anniversaire du marché public, dans les conditions fixées à l'article 7.3 du présent cahier des clauses particulières.

Les prix du marché sont établis hors TVA et réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations.

Les prix comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations et les frais qui en résultent couramment. Les prix du BPU comprennent également les éventuelles charges d'échanges de documents par coursiers.

Aussi, en cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle du titulaire et de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles, au moment de l'établissement des dites factures.

Le taux de TVA des factures afférentes au présent marché public est celui applicable au moment de l'établissement des dites factures.

7.3 - Révision des prix

La révision des prix s'opère à la baisse comme à la hausse.

7.3.1 - Formule de révision des prix

Le marché est traité à prix unitaires suivant les prix indiqués dans le Bordereau des Prix Unitaires. Les prix sont révisibles à l'issue de la première période de 12 mois du marché.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Ils sont ensuite révisibles à chaque reconduction à la baisse ou à la hausse selon la formule de l'indice.

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre donné par la formule suivante :

$$PN = P0 * (In/I0)$$

Dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro (mois de remise des offres) et au mois n (mois du dernier indice connu).

PN est le nouveau prix.

$P0$ est le prix initial du mois de remise des offres

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'indice de référence « I » correspond à l'indice syntec révisé publié chaque mois par la fédération syntec : <https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/#anchor-6>

Dans le cas où l'indice prévu cesserait d'être publié, un nouvel indice serait choisi d'un commun accord et fera l'objet d'un avenant.

7.3.2 - Les modalités de révision des prix

Les prix sont révisés à chaque reconduction du marché.

A chacune des échéances prévues ci-dessus, les prix unitaires de l'accord-cadre sont révisés sur demande écrite du Titulaire ou à l'initiative du Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire s'engage à faire parvenir à l'université, par lettre recommandée ou par voie électronique avec accusé de réception à l'adresse marche@ml.u-cergy.fr, le nouveau BPU avec un préavis de 2 mois avant la date de renouvellement de l'accord-cadre.

Si la demande est initiée par l'Université, elle s'engage à faire parvenir au titulaire sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE), le compte-rendu de l'évolution de l'indice de révision utilisé. Cette demande sera initiée au moins 2 mois avant la date de renouvellement de l'accord-cadre. Le titulaire ne pourra pas refuser la diminution du prix.

En cas de non-respect des délais de transmission, les prix seront tacitement reconduits pour la nouvelle période du marché.

Si le titulaire ou le pouvoir adjudicateur ne transmettent pas de proposition de nouveaux prix, les prix précédemment appliqués restent en vigueur jusqu'à la prochaine date de révision.

Ces nouveaux prix font ressortir le pourcentage d'augmentation ou de minoration par rapport aux prix initiaux.

L'Université dispose d'un délai de 30 jours calendaires (la date portée sur l'accusé de réception faisant foi) pour accepter ou refuser les nouveaux prix unitaires. Au-delà de ce délai, le silence de l'administration ou du titulaire vaut acceptation des nouveaux prix.

Ces derniers sont annexés aux prix initiaux et prennent effet à compter de la date prévue pour l'application de la révision.

7.3.3 - Hausse excessive des prix dans le cadre de la révision des prix annuelle

Clause de sauvegarde :

Lorsque l'application de la formule de révision de prix ci-dessus a pour effet d'augmenter les prix d'au moins 3 % par an, l'Université a la possibilité de résilier le marché sans verser d'indemnité à l'entreprise titulaire du marché.

Dans cette hypothèse, la décision de résiliation comportera un délai de préavis afin d'entreprendre une nouvelle mise en concurrence.

Au cours de la période courant de la notification au titulaire de la décision de résiliation et la date d'effet de cette dernière, les prix anciens continuent d'être pratiqués. Toutefois, l'Université ne peut,

durant cette même période, maintenir un rythme de commande supérieur à celui observé sur une période précédente comparable.

Article 8 - Conditions de modalités de règlement

8.1 - Avance

Les conditions ne sont pas remplies pour le versement de l'avance.

8.2 - Mode de règlement du marché public et modalités de financement

Les prestations seront financées dans le cadre du budget de l'Etablissement et feront l'objet d'un mandat administratif.

Le délai de paiement applicable au présent marché public est de 30 jours dès réception par le service acheteur de la facture établie par le prestataire.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat.

Les délais de paiement peuvent être suspendus dans les conditions prévues par la réglementation.

Les candidats sont en outre informés que le marché public sera conclu en euros.

8.3 - Etablissement des factures

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS

Les factures sont rédigées en français et exprimées en euros (€).

Elles sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché public ;
- Les prestations réalisées ;
- Le montant HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC ;
- La date de facturation ;
- Le SIRET de l'université ;
- Les informations fiscales de chaque partie (numéro de TVA du créancier et de CY).

Conformément au Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs depuis le 1er janvier 2020.

Facturation électronique :

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles D.2192-1 et suivants du Code.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

1 - Envoyer sa facture à partir d'un système tiers :

- Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
- En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service).

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

2 - Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL :

<https://choruspro.gouv.fr> afin de :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir sa facture directement sur le portail Chorus Pro.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>

Pour déposer la facture sur le portail Chorus Pro, il est nécessaire de renseigner les éléments suivants : numéro SIRET de l'établissement (CY Cergy Paris Université : 130 025 976 00015) et n° d'engagement juridique (numéro du bon de commande SIFAC).

Important : Le numéro SIRET stipulé dans l'acte d'attribution valant engagement doit explicitement être identique à celui qui est utilisé pour permettre le dépôt des factures via le portail CHORUS PRO. Toute incohérence générera automatiquement un rejet des factures par l'agence comptable de CY CERGY PARIS UNIVERSITE.

8.4 - Délai global de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement applicable au présent marché est de 30 jours dès réception par l'établissement de la facture établie par le prestataire et après vérification du service fait.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 40 €.

8.5 - Retenu de garantie

Il n'est pas opéré de retenue de garantie.

Article 9 - Pénalités

Les pénalités dérogent à l'article 14 du CCAG FCS. Les pénalités sont cumulables et non plafonnées. Elles sont dues dès le 1er euro et commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable et sans que le pouvoir adjudicateur n'invite le titulaire à présenter ses observations.

Dépassement du délai d'exécution :

Lorsque le délai contractuel de réalisation est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 250 € par jour ouvré de retard.

En tout état de cause, après que le titulaire accuse d'un retard d'au moins 5 jours ouvrés, il sera fait application d'une pénalité de 1 250 € et le constat de la défaillance du titulaire. Ainsi, l'Université se réservera la possibilité de faire exécuter la prestation par un autre prestataire, aux frais et risques du titulaire.

Absence de déclaration d'un sous-traitant :

Par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-FCS, si le titulaire omet de déclarer l'intervention d'un sous-traitant pour l'exécution des prestations du présent marché, dans les conditions détaillées à l'article 1.8 du CCP, il s'expose à l'application d'une pénalité de 1 000 € par constat de manquement.

Article 10 - Obligation de confidentialité

Le titulaire, ses salariés, co-traitants et ses sous-traitants, qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature relatifs, notamment, à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers.

Le titulaire s'engage à considérer comme confidentiels toutes les connaissances et le savoir-faire qui lui sont fournis par CY Cergy Paris Université.

Le contenu du marché est également considéré comme confidentiel, ainsi que les échanges de courriers et d'informations entre les parties.

Le titulaire s'engage à informer ses salariés, par tous moyens à sa convenance, sur cette obligation de confidentialité.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses éventuels co-traitants et sous-traitants un engagement écrit identique aux dispositions stipulées au présent article. Cet engagement écrit des éventuels co-traitants et sous-traitants est communiqué par le titulaire à CY Cergy Paris Université, à première demande. Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Le titulaire se conforme donc à un devoir de confidentialité et de secret professionnel sur tous les documents fournis dans le cadre du marché et en particulier les documents à traduire.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, en cas de violation de ces aspects, le titulaire encourt l'application d'une pénalité égale à 20 % du montant maximal annuel du marché et la résiliation immédiate du marché public pour faute sans mise en demeure préalable.

Article 11 - Conduite des prestations

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour réaliser les prestations prévues par le présent marché et assurer leur bonne fin.

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. Il lui appartient de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des traducteurs et de qualité des prestations.

Article 12 - Résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, le présent marché peut être résilié pour motif d'intérêt général, sans versement de l'indemnité de résiliation ni d'indemnisation des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, après information du titulaire dans un délai raisonnable.

Toutefois, le titulaire a le droit d'être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

La résiliation pour motif d'intérêt général sera notifiée par voie dématérialisée, via la Place, ou par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 13 - Différends et litiges

En cas d'échec de la procédure de conciliation définie par les articles R. 2197-1 et suivants du Code, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise est seul compétent pour juger des litiges pouvant naître de l'application ou de l'interprétation des clauses du présent accord-cadre.

Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

2/4 Boulevard de l'Hautil

95000 CERGY-PONTOISE

Tél : 01.30.17.34.00

Fax : 01.30.17.34.59

Article 14 - Dérogations

L'article 1.9 du présent CCP déroge à l'article 9 du CCAG-FCS.

L'article 2 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 9 du présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 9 du présent CCP déroge à l'article 3.6.3 du CCAG-FCS.

L'article 10 du présent CCP déroge à l'article 41 du CCAG-FCS

L'article 12 du présent CCP déroge aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS.